

Questions orales

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je me permettrai de rappeler au député que c'est sans grand plaisir que le gouvernement a pris cette mesure. Je l'ai dit bien clairement au moment où j'ai annoncé cela en mai dernier. Mais nous avons un problème national, un problème qui exigeait à notre avis une réplique énergique au gouvernement des États-Unis pour bien lui faire comprendre que les mesures protectionnistes qu'il avait prises étaient injustes et exigeaient une riposte. Nous avons pris cette mesure. Nous avons très clairement fait passer notre message à Washington. Si nous n'avions pas pris cette mesure énergique, nous entendrions sûrement le député nous dire: «Pourquoi ne réagissez-vous pas? «Pourquoi ne montrez-vous pas aux Américains que vous vous opposez à ce genre de protection?» Voilà la raison pour laquelle nous l'avons fait.

M. Penner: Annulez le droit sur les arbres de Noël.

M. Dingwall: Une question supplémentaire, monsieur le Président...

M. le Président: Je donne la parole au député d'Essex—Windsor.

LA SUPPRESSION DU DROIT

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, la guerre entre producteurs d'arbres de Noël amuse peut-être le ministre des Finances. S'il est vraiment persuadé que les États-Unis ont compris le message, pourquoi refuse-t-il de supprimer ce droit de douane pour donner la sécurité d'emploi à ces travailleurs?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, il est intéressant de voir le député jouer sur les deux tableaux de la question du commerce extérieur. Il nous avertit, d'une part, que nous faisons mieux de tenir tête aux Américains, de ne rien lâcher dans l'accord sur l'automobile et de prendre les moyens de protéger la souveraineté du Canada, car autrement, les coups pleuvront dru. Il me dit, d'autre part, de me plier aux volontés des Américains. De quel bord est le député?

Des voix: Bravo!

M. le Président: Le député d'Essex—Windsor peut poser une question brève.

LA POSITION DU MINISTRE

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, j'attends depuis des années que le ministre se plie aux exigences de la situation et cherche des moyens sensés...

• (1500)

M. le Président: J'ai espéré un instant que le député abrégerait sa deuxième question.

Des voix: Oh, oh!

M. Langdon: La question supplémentaire que j'adresse au ministre est la suivante. Si cette question a soulevé tant de controverse, comme il l'a signalé, pourquoi continue-t-il à défendre une décision mauvaise au départ et qui l'est toujours, surtout parce qu'elle risque d'entraîner des représailles à l'avenir?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, j'ai toujours dit que la décision prise par les Américains d'imposer un droit sur les bardeaux était néfaste. Le député et moi sommes parfaitement d'accord sur ce point.

LA RÉACTION ÉVENTUELLE DES ÉTATS-UNIS

M. Pat Nowlan (Annapolis Valley—Hants): Monsieur le Président, ce qui me préoccupe, ce ne sont pas les revirements de telle ou telle personne, mais la disparition éventuelle d'une industrie si l'on ne prend pas des mesures. Je me demande si le ministre sait que, au cours de la première semaine de février, l'Association américaine des arbres de Noël va se réunir à Atlantic City, et qu'elle commencera à préparer des représailles contre l'importation massive d'arbres de Noël canadiens, qui représente 30 millions de dollars seulement pour la Nouvelle-Écosse, alors que le Canada n'importe que pour un million de dollars d'arbres de Noël américains.

Pourquoi le ministre des Finances a-t-il considéré l'affaire des bardeaux comme un problème national et abandonné l'industrie des arbres de Noël de la région de l'Atlantique, notamment de la Nouvelle-Écosse?

Des voix: Bravo!

Une voix: L'opposition voudrait pouvoir poser des questions comme celle-ci.

M. Benjamin: Faites vos adieux, Pat.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Personne ne va prétendre que c'était une question piège.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je ne peux pas renchérir sur ces propos, et je n'essaierai même pas.

C'est probablement la première bonne question qui nous est posée depuis longtemps.

M. Riis: Donnez-nous une bonne réponse, Mike.

M. Wilson (Etobicoke—Centre): Je suis sur le point de rencontrer les représentants de l'industrie des arbres de Noël. Je devais les voir il y a déjà deux minutes, et je vais quitter la Chambre pour les rejoindre. Je suis sûr que les questions que les députés ont soulevées feront l'objet de notre discussion.

Nous nous inquiétons des mesures que les États-Unis risquent de prendre. C'est la raison même pour laquelle nous nous sommes montrés aussi énergiques avec les Américains dans cette affaire, et nous continuons d'essayer de trouver une solution au problème.